

3° met toepassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 februari 1987 tot instelling van een premie voor de rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest, gewijzigd door de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1987 en 22 oktober 1987;

4° met toepassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 september 1988 tot instelling van een premie voor de rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest;

5° of met toepassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie voor de rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest.

Voor eenzelfde woning al om het genot van één of verschillende premies hebben gevraagd, een nieuwe premieaanvraag indienen voor de bekendmaking tot toekenning van de vooraf gevraagde premie(s) of tijdens de periode van vier jaar die op de datum van die bekendmaking begint, mag het bedrag van de premie waarop zij aanspraak kunnen maken, ongeacht de in de van §§ 1, 2 en 3 bedoelde verhogingen, gecumuleerd met het bedrag van de voormelde premie(s), volgens het inkomen, niet 160 000 F, 120 000 F of 80 000 F overschrijden.

**Art. 9.** De beslissing tot toekenning van de premie wordt aan de aanvrager bekendgemaakt nadat het bestuur de in artikel 6, § 3, bedoelde verklaring van voltooiing van het werk heeft ontvangen.

**Art. 10.** Een afgevaardigde van de Minister kan niet voor zijn eigen premieaanvraag noch voor degene van een bloed- of aanverwant tot en met de tweede graad in die hoedanigheid handelen.

**Art. 11.** De begunstigde van een premie wordt ertoe verplicht de premie terug te storten :

1° wanneer hij een onjuiste of een onvolledige aangifte doet om de bij dit besluit toegekende premie of elke premieverhoging te kunnen verkrijgen;

2° wanneer hij zich niet houdt aan de verbintenissen onderschreven overeenkomstig dit besluit;

3° wanneer werken die aan de bouwvergunning niet voldoen, worden uitgevoerd.

De invordering wordt opgedragen aan de afdeling Thesaurie, Begroting en Financiën van het Ministerie van het Waalse Gewest die op het initiatief van de Minister handelt.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 15 april 1990.

**Art. 13.** De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 februari 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve  
belast met de Economie, de KMO's en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

F 90 — 919

**22 FEVRIER 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
instaurant une prime à la construction d'un logement  
et à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code du logement, notamment les articles 48, 49, 50 et l'article 76, inséré par la loi du 19 juillet 1976;

Vu l'accord du Ministre du Budget pour la Région wallonne donné le 23 janvier 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Dispositions communes. Définitions**

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a le logement dans ses attributions;

2° L'administration : La Division du logement du Ministère de la Région wallonne;

3° Les délégués du Ministre : les personnes désignées par le Ministre au sein de l'administration, chargées de vérifier le respect des obligations imposées par le présent arrêté;

4° Le logement : la maison ou l'appartement destiné en ordre principal à l'hébergement et à la vie d'un ménage;

5° Le demandeur : la personne ou les personnes physiques qui sollicitent la prime déterminée par le présent arrêté en vue d'acquérir le droit de propriété, de copropriété ou de superficie sur un logement;

6° Handicapé :

a) soit la personne atteinte à 66 % au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale;

b) soit la personne dont la capacité de gain est réduite à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner sur le marché général de l'emploi, en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

c) soit la personne dont le manque d'autonomie est fixé à 9 points au moins, en application de la même loi.

7° Enfant à charge : l'enfant pour lequel, à la date de la demande, des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées au demandeur, à son conjoint cohabitant ou à la personne avec laquelle il vit maritalement;

est compté pour deux enfants à charge, l'enfant à charge handicapé;

en outre, est considéré comme ayant un enfant à charge, le demandeur handicapé ou dont le conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement est handicapé;

8° Enfant à naître : l'enfant conçu depuis au moins 90 jours à la date de la demande, la preuve en étant fournie par une attestation médicale;

9° Revenus : les revenus imposables globalement du demandeur et de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement, ces revenus étant ceux de l'avant-dernière année qui précède celle de la demande;

Les revenus précités sont diminués :

- a) de 60 000 F pour les premier et deuxième enfants à charge ou à naître,
- b) de 100 000 F à partir du 3ème enfant à charge ou à naître,
- c) et de 60 000 F si le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, ont âgés l'un et l'autre de moins de 35 ans à la date de la demande.

**Art. 2. § 1er.** Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre peut accorder une prime aux particuliers qui, dans la Région wallonne :

1° construisent ou font construire un logement pour leur compte ou en acquièrent la propriété en vertu d'une convention conclue avec une entreprise privée, quelle que soit la nature ou la qualification de cette convention, et pour autant que ce logement n'ait jamais été occupé;

2° achètent pour leur compte un logement construit ou à construire appartenant à des personnes de droit public.

§ 2. Il n'est accordé qu'une prime par demandeur en application du présent arrêté.

L'alinéa précédent ne s'applique pas si le bénéficiaire de la prime l'a remboursée intégralement ou s'engage à la rembourser intégralement.

§ 3. Sans préjudice de l'article 23, § 2, le montant de la prime pour un même logement ne peut être cumulé avec les avantages qui ont été accordés ou qui sont accordés en vertu de :

1° l'arrêté royal du 27 avril 1977 concernant l'octroi de primes pour la construction d'habitation dans la Région wallonne, modifié par l'arrêté royal du 12 avril 1978 et par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983;

2° l'arrêté royal du 27 avril 1977 concernant l'octroi de primes pour l'acquisition d'habitations appartenant au secteur public dans la région wallonne, modifié par l'arrêté royal du 12 avril 1978, par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 et par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1985;

3° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 juillet 1987 concernant l'octroi de primes pour la construction et l'octroi de primes pour l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public dans la région wallonne, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 janvier 1988;

4° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 décembre 1988 instaurant une prime à la construction de logements, au remplacement de logements reconnus insalubres non améliorables et à l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 novembre 1989.

§ 4. Lorsque le demandeur a introduit des demandes pour deux logements, le montant de la prime ne peut être cumulé avec aucun des avantages visés au paragraphe 3.

L'alinéa précédent ne s'applique pas si le bénéficiaire a remboursé intégralement le premier avantage obtenu ou s'engage à le rembourser intégralement.

**Art. 3.** A la date de la demande, le demandeur doit :

- 1° être âgé de 18 ans au moins ou mineur émancipé;
- 2° ne pas disposer de revenus supérieurs à 900 000 francs;
- 3° souscrire, ainsi que son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, aux engagements suivants et s'engager à les observer pendant une période ininterrompue de dix ans prenant cours à la date de la notification définitive de l'octroi de la prime :

a) si des travaux d'agrandissement ou d'aménagement sont effectués, respecter les conditions techniques définies en application de l'article 4, en fonction de la composition du ménage au moment où ces travaux sont exécutés;

b) ne pas y exercer une activité professionnelle, sauf si un local ou des locaux ont été réservés à cet effet;

c) ne pas y installer un débit de boissons, un restaurant ou une auberge;

d) assurer le logement contre l'incendie, la foudre et les explosions, pour la totalité de sa valeur, auprès d'une compagnie ayant un siège en Belgique, et acquitter régulièrement les primes de cette assurance;

e) ne pas aliéner le logement, ni le donner en location en tout ou en partie, cet engagement cessant de plein droit en cas de décès du demandeur ou de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement;

f) consentir à la visite du logement par les délégués du Ministre.

**Art. 4.** Le logement faisant l'objet de la demande doit répondre aux conditions techniques définies par le Ministre, relativement aux dimensions et superficies des logements, au type et au nombre minimum de pièces ou locaux, à leur adaptation en fonction des personnes occupant le logement, aux critères de salubrité.

**Art. 5. § 1er.** A la date de la demande de prime et aux cours de la période de 2 ans précédant cette date, le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement ne peuvent être ni avoir été, seuls ou ensemble, propriétaires ou usufruitiers de la totalité d'un autre logement.

Il est dérogé à cette condition lorsqu'il s'agit : -

1° soit d'un logement insalubre par surpeuplement ou insalubre non améliorable et pour autant que ce logement soit le dernier logement occupé par le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement;

2° soit d'un ou de plusieurs logements insalubres non améliorables sis sur le terrain devant servir d'assiette au logement à construire ou à faire construire avec le bénéfice de la prime.

L'insalubrité par surpeuplement est établie par le Ministre sur base d'un rapport de l'Administration.

Le logement est considéré comme insalubre non améliorable si le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement ont été reconnus admissibles au bénéfice de l'allocation instituée par l'arrêté royal du 23 février 1977, concernant l'octroi par la Région wallonne d'avantages à la démolition d'habitations insalubres non améliorables, ou si le logement est reconnu insalubre non améliorable par le Ministre sur base d'un rapport de l'Administration ou par un arrêté du Bourgmestre.

§ 2. La dérogation visée au § 1er, alinéa 2, est subordonnée au respect des conditions suivantes :

1° en cas de pleine propriété :

a) s'il s'agit d'un logement insalubre par surpeuplement, le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement doivent s'engager à le mettre en vente dès l'occupation du logement construit ou acquis avec le bénéfice de la prime;

b) s'il s'agit d'un logement insalubre non améliorable, le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement doivent s'engager à la faire démolir ou à ne plus le destiner à l'habitation à dater de l'occupation du logement construit ou acquis avec le bénéfice de la prime;

2° en cas d'usufruit, le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement doivent s'engager à renoncer à leur usufruit, dès l'occupation du logement construit ou acquis avec le bénéfice de la prime.

Le bourgmestre constate, sans délai, l'observation ou l'inobservation des engagements prévus aux 1° et 2° et informe immédiatement le Ministre de ses constatations.

**Art. 6.** Le montant de la prime est fixé à 160 000 F lorsque les revenus, déterminés conformément à l'article 1er, 9°, ne dépassent pas 700 000 F.

Lorsque les revenus dépassent 700 000 F sans toutefois dépasser 900 000 F, le montant de la prime déterminé en application de l'alinéa 1er est diminué de la moitié du montant des revenus excédant 700 000 F, le montant de la prime ainsi déterminé étant arrondi au millier de francs inférieur.

**Art. 7. § 1er.** Le montant de la prime déterminé en vertu de l'article 6 est majoré de 20 % par enfant à charge.

Sur production d'un extrait d'acte de naissance, la majoration visée à l'alinéa précédent est attribuée au bénéficiaire de la prime pour l'enfant né dans les trois cents jours suivant la date de la demande.

§ 2. Une majoration de 10 % du montant de la prime est accordée au demandeur si lui-même et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement sont âgés l'un et l'autre de moins de 35 ans à la date de la demande.

§ 3. Le montant de la prime est majoré de 40 000 F si le logement est situé :

1° soit dans un périmètre visé à l'article 309 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;

2° soit dans un territoire communal ou une partie de territoire communal visé à l'article 322/12 du même Code;

3° soit dans un ensemble architectural ou dans les limites d'une zone de protection tels que définis en application du décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française;

4° soit dans un périmètre de rénovation urbaine fixé en application de la réglementation relative à l'octroi de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine en Région wallonne.

**Art. 8. § 1er.** Sous peine d'irrecevabilité, la demande de prime doit être introduite sous pli recommandé à la poste, le cachet de la poste faisant foi de sa date, au moyen du formulaire délivré par l'Administration, accompagné :

a) de l'extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur;

b) des engagements visés à l'article 3 et, selon le cas, à l'article 11, § 2 ou à l'article 16.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, l'attestation visée à l'article 1er, 8° doit être jointe à la demande.

§ 3. Il est délivré au demandeur un accusé de réception de sa demande de prime.

Lorsque le dossier ne comporte pas tous les documents requis, le demandeur en est informé dans le mois de la date du pli recommandé visé au paragraphe 1er du présent article.

**Art. 9.** Le bénéficiaire d'une prime est tenu de la rembourser :

1° en cas de déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir la prime ou toute majoration de prime accordées par le présent arrêté;

2° en cas de manquement aux engagements souscrits conformément au présent arrêté.

Le recouvrement est exécuté, à l'initiative du Ministre, par la Division de la Trésorerie, du Budget et des Finances du Ministère de la Région wallonne.

## CHAPITRE II. — Dispositions particulières à l'octroi des primes à la construction

**Art. 10. § 1er.** La demande de prime, constituée conformément à l'article 8, doit être adressée à l'Administration.

1° dans les douze mois de la signature du compromis de vente en cas d'achat d'un logement qui n'a jamais été occupé;

2° dans les douze mois de la délivrance du permis de bâtir relatif au logement pour lequel la prime est demandée, ce délai étant reconduit si à l'échéance les travaux n'ont pas commencé et si le permis de bâtir a été prorogé pour une seconde période d'un an, conformément à l'article 49 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

§ 2. A la date de la demande, le demandeur doit souscrire les engagements suivants :

1° faire construire le logement selon les plans et cahier des charges établis conformément aux prescriptions déterminées en application de l'article 4 et approuvés par la direction provinciale compétente de l'aménagement du territoire;

2° occuper à titre principal le logement au plus tard à partir du dix-neuvième mois à dater de la notification de la décision définitive d'octroi de la prime, et ce, de manière ininterrompue jusqu'à l'échéance du délai de dix ans prenant cours à la date de la notification précitée;

3° par dérogation au 2° :

a) si, à la suite d'un divorce ou d'une séparation de corps intervenant après l'introduction de la demande, le demandeur ou son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vivait maritalement occupe seul le logement, il est satisfait à la condition d'occupation visée au 2°;

b) l'obligation d'occuper le logement cesse de plein droit en cas de décès du demandeur ou de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vivait maritalement.

**Art. 11.** Une promesse d'octroi de la prime est adressée au demandeur dès que sa demande a pu être approuvée par l'Administration.

La notification de la décision définitive d'octroi suivie de la liquidation de la prime interviennent moyennant production par le demandeur d'un certificat, signé par le bourgmestre de la commune concernée, attestant que les fondations et les ouvrages de gros-œuvre sont terminés jusque et y compris les dalles de sol du rez-de-chaussée.

**Art. 12.** La demande de prime, de même que la promesse d'octroi, deviennent caduques lorsque l'attestation visée à l'article 11 n'a pas été introduite dans les vingt-quatre mois de la date de la demande.

Le délai de validité peut toutefois être prorogé de douze mois par le Ministre lorsqu'il estime que la transmission de l'attestation du bourgmestre a été retardée pour un motif relevant d'une cause étrangère libératoire, et pour autant qu'une demande de prorogation motivée soit introduite par le demandeur, par lettre recommandée à la poste, auprès de l'Administration avant l'échéance du délai de vingt-quatre mois.

**Art. 13.** Le montant de la prime déterminé en vertu de l'article 6 est majoré de 70 000 F en cas de démolition préalable et complète d'un ou de plusieurs logements reconnus insalubres non améliorables par le bourgmestre ou les délégués du Ministre et de reconstruction, sur la parcelle ainsi libérée, du logement faisant l'objet de la demande.

Pour que la majoration visée à l'alinéa précédent soit due, il faut que le ou les logements reconnus insalubres non améliorables aient été habités pendant six mois au moins au cours de la période de cinq années précédant la demande de prime.

Le ou les logements précités ne peuvent avoir fait l'objet de travaux de démolition entrepris avant la promesse d'octroi de la prime ni avant l'obtention du permis de bâtir requis par l'article 41, § 1er et § 2 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Cette interdiction est toutefois levée lorsque la démolition a été ordonnée par un arrêté du bourgmestre pris pour cause de sécurité publique, pour autant que cet arrêté ne soit pas antérieur de plus d'un an à la demande de prime.

Cette majoration de 70 000 F ne peut être cumulée avec le bénéfice d'une allocation de démolition octroyée en vertu de l'arrêté royal du 23 février 1977 concernant l'octroi par la Région wallonne d'avantages à la démolition des habitations insalubres non améliorables.

#### CHAPITRE III. — Dispositions particulières à l'octroi des primes à l'acquisition d'un logement appartenant à des personnes de droit public

**Art. 14.** Le prix de vente du logement faisant l'objet de la demande de prime doit être établi par expertise du receveur de l'enregistrement compétent et approuvé, s'il y a lieu, par l'autorité de tutelle de l'organisme vendeur.

Cette expertise n'est toutefois pas requise lorsque l'acquisition a pour objet un logement construit au cours des deux années précédant la date à laquelle la demande de prime est transmise à l'Administration par l'organisme vendeur conformément à l'article 15.

**Art. 15.** La demande de prime est adressée à l'organisme vendeur qui la transmet à l'Administration avant la passation de l'acte d'achat :

1° par l'intermédiaire de la Société régionale wallonne du Logement, si le vendeur est une société agréée par celle-ci;

2° directement, si le vendeur est une autre personne de droit public.

**Art. 16.** A la date de la demande, le demandeur doit s'engager à occuper le logement, au plus tard à partir du septième mois qui suit celui de la passation de l'acte d'achat, et ce, de manière ininterrompue jusqu'à l'échéance du délai de dix ans prenant cours à la date de la notification de la décision définitive d'octroi de la prime.

Les dispositions de l'article 10, § 2, 2°, alinéas 2 et 3 sont également applicables à l'engagement visé à l'alinéa 1er.

**Art. 17.** Une promesse d'octroi de la prime est notifiée au demandeur après réception par l'Administration du document établissant que le prix de vente a été fixé par le receveur de l'enregistrement et approuvé conformément à l'article 14 du présent arrêté.

La prime ne peut être accordée lorsque la passation de l'acte a lieu avant la notification visée à l'alinéa 1er.

**Art. 18.** La demande de prime de même que la promesse d'octroi deviennent caduques si l'acte d'achat n'est pas passé dans les trois ans qui suivent la date d'introduction de la demande.

**Art. 19.** La prime est octroyée au demandeur sous la forme d'une intervention dans le prix de vente. Elle est versée par la Région wallonne à l'organisme vendeur.

**Art. 20.** Le montant de la prime établi conformément aux dispositions de l'article 6 ne peut en aucun cas excéder du prix de vente du logement.

**Art. 21.** Les articles 14, 15, 17, 18 et 19 ne s'appliquent pas lorsque le logement faisant l'objet de la demande de prime est acquis lors d'une vente publique.

La demande de prime doit dans ce cas être introduite dans les six mois du procès-verbal d'adjudication définitive, en suivant la procédure d'introduction d'une demande de prime à la construction.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 22. § 1er.** Jusqu'à l'exécution complète des dispositions de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression de la restructuration de certains organismes d'intérêt public, le présent arrêté, notamment le chapitre III est applicable aux primes à l'acquisition de logements appartenant à la Société nationale du Logement, à la Société Nationale Terrienne et à leurs sociétés agréées.

§ 2. Pour l'application de l'article 16, la demande de prime est transmise directement à l'Administration par la Société Nationale du Logement et par la Société Nationale Terrienne, lorsqu'elles interviennent en qualité de vendeur. La demande de prime est transmise à l'Administration par l'intermédiaire de la Société Nationale du Logement et de la Société Nationale Terrienne, lorsque le vendeur est une de leurs sociétés agréées.

**Art. 23. § 1er.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 décembre 1988 instaurant une prime à la construction de logements, au remplacement de logements reconnus insalubres non améliorables et à l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public est abrogé.

§ 2. A titre transitoire, les dispositions de l'arrêté royal du 27 avril 1977 concernant l'octroi de permis pour la construction d'habitations dans la Région wallonne, modifié par l'arrêté royal du 12 avril 1978 et par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 et de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 décembre 1988 instaurant une prime à la construction de logements, au remplacement de logements reconnus insalubres non améliorables et à l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public restent applicables pour les demandes de primes introduites antérieurement à la date de leur abrogation.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 avril 1990, à l'exception de l'article 23, paragraphe 1er, qui entre en vigueur le 15 juillet 1990.

Art. 25. Le Ministre ayant le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 22 février 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie,  
des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture,  
de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

D 90 — 919

### 22. FEBRUAR 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Einführung einer Prämie für den Bau einer Wohnung und für den Erwerb einer Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 48, 49, 50 und des Artikels 76, eingefügt durch das Gesetz vom 19. Juli 1978;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts für die Wallonische Region, das am 23. Januar 1990 erteilt worden ist;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Aufgrund des Vorschlags des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region;

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

#### KAPITEL I. — Gemeinsame Bestimmungen. Definitionen

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. « Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2. « Verwaltung » : die Abteilung des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region;

3. « Beauftragte des Ministers » : die innerhalb der Verwaltung vom Minister bestellten Personen, die mit der Überprüfung der Erfüllung der durch vorliegenden Erlaß auferlegten Verpflichtungen beauftragt sind;

4. « Wohnung » : das Haus oder das Appartement, das in erster Linie der Unterbringung und dem Zusammenleben einer Familie dient;

5. « Antragsteller » : die natürliche Person bzw. die natürlichen Personen, die die durch vorliegenden Erlaß angegebene Prämie beantragen, um das Eigentums-, Miteigentums- oder Baurecht auf eine Wohnung zu erwerben;

6. « Behinderter » :

a) entweder die Person, die an einem mindestens 66 %igen Mangel an geistigen oder körperlichen Fähigkeiten oder an einer mindestens 66 %igen Verminderung dieser Fähigkeiten leidet;

b) oder die Person, deren Erwerbsfähigkeit auf ein Drittel von dem, was eine gesunde Person auf dem allgemeinen Arbeitsmarkt verdienen kann, oder auf weniger als das beschränkt ist, in Anwendung des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenzulagen;

c) oder die Person, deren fehlende Selbständigkeit mindestens 9 Punkte beträgt, in Anwendung desselben Gesetzes.

7. « unterhaltsberechtigtes Kind » : das Kind, für das der Antragsteller, sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person am Tag der Antragstellung Kinderzulagen oder Waisengeld bezieht.

Das behinderte unterhaltsberechtigtes Kind wird als zwei unterhaltsberechtigtes Kinder gerechnet.

Ferner wird der Antragsteller so betrachtet, als hätte er ein unterhaltsberechtigtes Kind, wenn er behindert ist oder wenn der mit ihm lebende Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person behindert ist.

8. « künftiges Kind » : das Kind, das am Tag der Antragstellung seit mindestens 90 Tagen erwartet wird; der Beweis hierfür wird durch ein ärztliches Attest erbracht.

9. « Einkommen » : das insgesamt steuerpflichtige Einkommen des Antragstellers, seines mit ihm lebenden Ehepartners oder der mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person, wobei dieses Einkommen das Einkommen des vorletzten Jahres vor demjenigen der Antragstellung ist.

Das vorerwähnte Einkommen wird um folgende Beträge verringert :

a) um 60 000 BF für das erste und zweite unterhaltsberechtigtes bzw. künftige Kind;

b) um 100 000 BF ab dem dritten unterhaltsberechtigten bzw. künftigen Kind;

c) und um 60 000 BF, wenn der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person am Tage der Antragstellung beide das 35. Lebensjahr nicht erreicht haben.

Art. 2. § 1. Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Mittel kann der Minister unter den durch vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen Privatpersonen eine Prämie gewähren, wenn sie in der Wallonischen Region :

1. für eigene Rechnung eine Wohnung bauen bzw. lassen oder aufgrund eines mit einem privaten Unternehmen abgeschlossenen Vertrags das Eigentum an dieser Wohnung erwerben, unabhängig von der Art oder dem Inhalt dieses Vertrags und sofern diese Wohnung nie benutzt worden ist.

2. für eigene Rechnung eine gebaute oder zu bauende Wohnung kaufen, die Personen öffentlichen Rechts gehört.

§ 2. Es wird nur eine Prämie pro Antragsteller in Anwendung dieses Erlasses gewährt.

Vorangehender Absatz kommt nicht zur Anwendung, wenn der Empfänger der Prämie sie ganz zurückgezahlt hat oder sich verpflichtet, sie ganz zurückzuzahlen.

§ 3. Unbeschadet des Artikels 23, § 2 darf der Betrag der Prämie für dieselbe Wohnung nicht zusammen mit den Vorteilen bezogen werden, die erteilt worden sind bzw. erteilt werden aufgrund :

1. des Königlichen Erlasses vom 27. April 1977 über die Gewährung von Wohnungsbauprämien in der Wallonischen Region, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 12. April 1978 und durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983.

2. des Königlichen Erlasses vom 27. April 1977 über die Gewährung von Prämien für den Erwerb von Wohnungen des Öffentlichen Sektors in der Wallonischen Region, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 12. April 1978, durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983 und durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Mai 1985.

3. des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 2. Juli 1987 über die Gewährung von Prämien für den Bau und die Gewährung von Prämien für den Erwerb von Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen in der Wallonischen Region, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. Januar 1988.

4. des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Dezember 1988 zur Einführung einer Prämie für den Bau von Wohnungen als Ersatz von Wohnungen, die als gesundheitsschädlich und nicht sanierbar anerkannt sind, und für den Erwerb von Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. November 1989.

§ 4. Wenn der Antragsteller Anträge für zwei Wohnungen eingereicht hat, darf der Betrag der Prämie nicht zusammen mit einem der in Paragraph 3 erwähnten Vorteile bezogen werden.

Vorangehender Absatz kommt nicht zur Anwendung, wenn der Empfänger den ersten Vorteil ganz zurückgezahlt hat oder sich verpflichtet, ihn ganz zurückzuzahlen.

Art. 3. Am Tag der Antragstellung muß der Antragsteller :

1. mindestens 18 Jahre alt sein oder für mündig erklärter Minderjähriger sein;

2. über kein Einkommen von mehr als 900 000 BF verfügen;

3. mit seinem mit ihm lebenden Ehepartner bzw. der mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person folgende Verpflichtungen eingehen und sich verpflichten, diese während eines ununterbrochenen Zeitraums von zehn Jahren, der ab dem Tag der endgültigen Notifizierung der Prämienbewilligung gilt, einzuhalten :

a) wenn Erweiterungs- bzw. Ausbauarbeiten verrichtet werden, die in Anwendung von Artikel 4 bestimmten technischen Bedingungen je nach der Zusammensetzung des Haushalts zum Zeitpunkt, wo sie ausgeführt werden, beachten;

b) keine Berufstätigkeit dort ausüben, außer wenn ein Raum bzw. Räume für diesen Zweck bestimmt worden sind;

c) weder einen Ausschrank noch ein Restaurant noch ein Gasthaus dort einrichten;

d) die Wohnung für Gesamtwert bei einer in Belgien etablierten Gesellschaft gegen Brand-, Blitz- und Explosionsschäden versichern und die Prämien dieser Versicherung regelmäßig begleichen;

e) die Wohnung weder veräußern noch ganz oder teilweise vermieten, wobei diese Verpflichtung mit dem Tode des Antragstellers oder seines mit ihm lebenden Ehepartners bzw. der Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt, automatisch endet;

f) die Wohnung von den Beauftragten des Ministers besichtigen lassen.

Art. 4. Die Wohnung, die den Gegenstand des Antrags bildet, muß den vom Minister bestimmten technischen Bedingungen in bezug auf die Größe und die Fläche der Wohnungen, die Art und die Mindestzahl der Zimmer bzw. Räume, ihre Anpassung je nach den Personen, die die Wohnung benutzen, und in bezug auf die Kriterien für die gesundheitliche Zuträglichkeit entsprechen.

Art. 5. § 1. Am Tag der Antragstellung und während eines Zeitraums von 2 Jahren vor diesem Tag dürfen der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person weder allein noch zusammen Eigentümer oder Nießbraucher der Gesamtheit einer anderen Wohnung sein bzw. gewesen sein.

Von dieser Bedingung wird abgewichen, wenn :

1. es sich um eine wegen Überbelegung gesundheitsschädliche oder eine nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädlichen Wohnung handelt und sofern diese Wohnung die letzte ist, die der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person bewohnt haben;

2. es sich um eine oder mehrere nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnungen handelt, die auf dem Grundstück gelegen sind, wo die Wohnung gebaut werden soll, die mit Hilfe der Prämie zu errichten ist bzw. deren Errichtung mit Hilfe der Prämie zu veranlassen ist.

Die Gesundheitsschädlichkeit wegen Überbelegung wird aufgrund eines Berichts der Verwaltung vom Minister festgestellt.

Die Wohnung wird als nicht verbesserungsfähig und gesundheitsschädlich betrachtet, wenn dem Antragsteller, seinem mit ihm lebenden Ehepartner oder der Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt, das Anrecht auf die Beihilfe zuerkannt worden ist, die durch den Königlichen Erlaß vom 23. Februar 1977 über die Gewährung, für die Wallonische Region, von Vorteilen für den Abbruch der nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädlichen Wohnungen eingeführt worden ist, oder wenn die Wohnung aufgrund eines Berichts der Verwaltung oder durch eine Verordnung des Bürgermeisters vom Minister als nicht verbesserungsfähig und gesundheitsschädlich anerkannt worden ist.

§ 2. Für die in § 1, Absatz 2 erwähnte Abweichung müssen folgende Bedingungen erfüllt werden :

1. Im Falle eines Alleineigentums :

a) Wenn es sich um eine wegen Überbelegung gesundheitsschädliche Wohnung handelt, müssen der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, sie zu verkaufen, sobald die mit Hilfe der Prämie gebaute oder erworbene Wohnung bezogen wird;

b) Wenn es sich um eine nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnung handelt, müssen der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, sie abreißen zu lassen oder sie nicht mehr für Wohnzwecke zu bestimmen, sobald die mit Hilfe der Prämie gebaute oder erworbene Wohnung bezogen wird;

2. Im Falle eines Nießbrauchs müssen der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, auf ihren Nießbrauch zu verzichten, sobald die mit Hilfe der Prämie gebaute oder erworbene Wohnung bezogen wird.

Der Bürgermeister stellt die Beachtung oder die Nichtbeachtung der in den Nummern 1 und 2 vorgesehenen Verpflichtungen sofort fest und informiert den Minister unverzüglich über seine Befunde.

**Art. 6.** Der Betrag der Prämie wird auf 160 000 BF festgesetzt, wenn das gemäß Artikel 1. Nr. 9 bestimmte Einkommen 700 000 BF nicht überschreitet.

Wenn das Einkommen 700 000 BF überschreitet, ohne jedoch 900 000 BF zu überschreiten, wird der in Anwendung von Absatz 1 bestimmte Betrag der Prämie um die Hälfte des Betrags des Einkommens, der 700 000 BF überschreitet, verringert, wobei der so bestimmte Betrag der Prämie auf das volle Tausend nach unten abgerundet wird.

**Art. 7. § 1.** Der aufgrund von Artikel 6 bestimmte Betrag der Prämie wird pro unterhaltsberechtigtes Kind um 20 % erhöht.

Bei Vorlage eines Auszugs aus der Geburtsurkunde wird die im vorangehenden Absatz erwähnte Erhöhung dem Empfänger der Prämie für das Kind gewährt, das innerhalb dreihundert Tagen nach dem Tag der Antragstellung geboren ist.

§ 2. Wenn der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person am Tag der Antragstellung beide das Alter von 35 Jahren nicht erreicht haben, wird der Betrag der Prämie um 10 % erhöht.

§ 3. Der Betrag der Prämie wird um 40 000 BF erhöht, wenn die Wohnung :

- entweder innerhalb einer Abgrenzung im Sinne von Artikel 309 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches;
- oder innerhalb eines Gemeindegebietes oder eines Teils eines Gemeindegebietes im Sinne von Artikel 322/12 desselben Gesetzbuches;
- oder innerhalb eines architektonischen Komplexes oder innerhalb der Grenzen eines Schutzbereiches, wie sie in Anwendung des Dekrets vom 17. Juli 1987 über den Schutz des unbeweglichen Kulturerbgutes der Französischen Gemeinschaft definiert worden sind;
- oder innerhalb eines Stadterneuerungsbereiches, wie er in Anwendung der Vorschriften über die Gewährung von Zuschüssen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen in der Wallonischen Region festgelegt ist, liegt.

**Art. 8. § 1.** Bei Strafe der Unzulässigkeit muß der Antrag auf Prämie anhand des von der Verwaltung ausgeteilten Formulars per Einschreiben gestellt werden, wobei das Datum des Poststempels als Tag der Antragstellung gilt.

Dem Formular wird folgendes beigelegt :

a) des Auszug aus dem Bevölkerungsregister, aus dem die Zusammensetzung des Haushalts des Antragstellers hervorgeht;

b) die Verpflichtungen, die in Artikel 3 und je nach Fall in Artikel 11, § 2, oder in Artikel 16 gemeint sind.

§ 2. Bei Strafe der Unzulässigkeit muß dem Antrag das in Artikel 1, Nr. 8 erwähnte Attest beigelegt sein.

§ 3. Dem Antragsteller wird eine Empfangsbestätigung über seinen Prämienantrag ausgestellt.

Wenn die Akte nicht alle erforderlichen Unterlagen enthält, wird der Antragsteller innerhalb des Monats nach dem Datum des in Paragraph 1 dieses Artikels erwähnten Einschreibens darüber informiert.

**Art. 9.** Der Empfänger der Prämie muß diese zurückzahlen :

1. wenn er eine falsche oder unvollständige Erklärung abgegeben hat, um die Prämie oder jegliche Prämienenerhöhung, die durch vorliegenden Erlaß gewährt werden, zu erhalten;

2. wenn er den gemäß dem vorliegenden Erlaß eingegangenen Verpflichtungen nicht nachgekommen ist.

Die Einforderung der Prämie erfolgt auf Initiative des Ministers durch die Abteilung der Staatskasse, des Haushalts und der Finanzen des Ministeriums der Wallonischen Region.

## KAPITEL II. — *Besondere Bestimmungen in bezug auf die Gewährung der Bauprämien*

**Art. 10. § 1.** Der gemäß Artikel 8 zusammengestellte Prämienantrag muß der Verwaltung übermittelt werden :

1. binnen zwölf Monaten nach Unterzeichnung der Verkaufszusage, falls eine noch nie benutzte Wohnung erworben wird.

2. binnen zwölf Monaten nach Erteilung der Baugenehmigung in bezug auf die Wohnung, für die die Prämie beantragt wird, wobei diese Frist verlängert wird, wenn die Arbeiten beim Ablauf dieser Frist noch nicht in Angriff genommen worden sind und wenn die Baugenehmigung gemäß Artikel 49 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches um ein weiteres Jahr verlängert worden ist.

§ 2. Am Tag der Antragstellung muß der Antragsteller folgende Verpflichtungen eingehen :

1. die Wohnung nach den Plänen und Lastenheften bauen lassen, die gemäß den in Anwendung von Artikel 4 festgelegten Bedingungen angefertigt und von der zuständigen Provinzialdirektion für Raumordnung genehmigt worden sind;

2. spätestens ab dem neunzehnten Monat nach der Notifizierung des endgültigen Beschlusses über die Prämienbewilligung die Wohnung als Hauptwohnsitz benutzen, und zwar ununterbrochen bis zum Ablauf der zehnjährigen Frist, die ab dem Tag der vorerwähnten Notifizierung läuft;

3. in Abweichung von Nr. 2 :

a) gilt die in Nr. 2 erwähnte Bedingung in bezug auf die Benutzung als erfüllt, wenn der Antragsteller oder der mit ihm lebende Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person infolge einer Scheidung bzw. einer Trennung von Tisch und Bett, die nach der Antragstellung erfolgt ist, die Wohnung allein benutzt;

b) endet die Pflicht, die Wohnung zu benutzen, von Rechts wegen mit dem Tod des Antragstellers oder seines mit ihm lebenden Ehepartners bzw. der mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person.

**Art. 11.** Dem Antragsteller wird eine Zusage der Prämienbewilligung geschickt, sobald sein Antrag von der Verwaltung genehmigt werden konnte.

Die Notifizierung des endgültigen Beschlusses über die Bewilligung der Prämie und anschließend die Auszahlung der Prämie erfolgen, nachdem der Antragsteller eine vom Bürgermeister der betreffenden Gemeinde unterzeichnete Bescheinigung vorgelegt hat, in der die Beendigung des Fundaments und des Rohbaus bis zu den Bodenplatten des Erdgeschosses einschließlich bestätigt wird.

**Art. 12.** Der Prämienantrag sowie die Zusage der Prämienbewilligung werden hinfällig, wenn die in Artikel 11 erwähnte Bescheinigung nicht binnen vierundzwanzig Monaten nach dem Tag der Antragstellung eingereicht worden ist.

Der Minister kann die Gültigkeitsdauer jedoch um zwölf Monate verlängern, wenn er der Ansicht ist, die Übermittlung der Bescheinigung des Bürgermeisters sei aus einem fremden befreienden Grund verzögert worden, und sofern der Antragsteller vor Ablauf der Frist von vierundzwanzig Monaten einem mit Gründen versehenen Verlängerungsantrag bei der Verwaltung per Einschreiben einreicht.

**Art. 13.** Der aufgrund von Artikel 6 bestimmte Betrag der Prämie wird um 70 000 BF erhöht, wenn eine oder mehrere vom Bürgermeister oder von den Beauftragten des Ministers als nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnungen vorher ganz abgerissen werden und die Wohnung, die den Gegenstand des Antrags bildet, auf der auf diese Weise frei gewordenen Parzelle wieder aufgebaut wird.

Die im vorangehenden Absatz erwähnte Erhöhung wird nur erteilt, wenn die Wohnung bzw. die Wohnungen, die als nicht verbesserungsfähig und gesundheitsschädlich anerkannt worden sind in den 5 Jahren vor der Beantragung der Prämie mindestens während sechs Monaten bewohnt worden sind.

Die vorerwähnte Wohnung bzw. die vorerwähnten Wohnungen dürfen nicht abgerissen werden, ehe die Zusage der Prämienbewilligung und die durch Artikel 41, § 1 und § 2 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches vorgeschriebene Baugenehmigung erteilt worden sind.

Dieses Verbot wird jedoch aufgehoben, wenn der Abbruch durch eine aus Sicherheitsgründen getroffenen Verordnung des Bürgermeisters angeordnet worden ist, soweit Verordnung nicht mehr als ein Jahr vor der Beantragung der Prämie liegt.

Diese Erhöhung von 70 000 BF darf nicht zusammen mit einer Abbruchbeihilfe bezogen werden, die aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Februar 1977 über die Gewährung, für die Wallonische Region, von Vorteilen für den Abbruch der nicht verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen gewährt worden ist.

#### KAPITAL III. — *Besondere Bestimmungen in bezug auf die Gewährung der Prämien für den Erwerb einer Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnung*

**Art. 14.** Der Verkaufspreis der Wohnung, die den Gegenstand des Prämienantrags bildet, muß durch Abschätzung des Einnehmers des zuständigen Registrierungsamtes festgelegt und gegebenen falls von der Aufsichtsbehörde der verkaufenden Einrichtung genehmigt werden.

Diese Abschätzung ist jedoch nicht erforderlich, wenn der Erwerb eine Wohnung betrifft, die im Laufe der zwei Jahre vor dem Tag, an dem die verkaufende Einrichtung der Verwaltung den Prämienantrag gemäß Artikel 15 übermittelt, liegt.

**Art. 15.** Der Prämienantrag wird an die verkaufende Einrichtung gerichtet, die ihn vor Abschluß des Kaufvertrags an die Verwaltung weiterleitet, und zwar :

1. über die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien, wenn der Verkäufer eine von letzterer anerkannte Gesellschaft ist;
2. auf direktem Wege, wenn der Verkäufer eine andere Person öffentlichen Rechts ist.

**Art. 16.** Am Tag der Antragstellung muß der Antragsteller sich verpflichten, die Wohnung spätestens ab dem siebten Monat nach demjenigen des Abschlusses des Kaufvertrags zu benutzen, und zwar ununterbrochen bis zum Ablauf der zehnjährigen Frist, die ab dem Tag der Notifizierung des endgültigen Beschlusses über die Prämienbewilligung gilt.

Die Bestimmungen von Artikel 10, § 2, Nummer 2, Absatz 2 und Absatz 3 finden ebenfalls Anwendung auf die in Absatz 1 erwähnte Verpflichtung.

**Art. 17.** Dem Antragsteller wird eine Zusage der Prämienbewilligung notifiziert, nachdem die Verwaltung das Dokument erhalten hat, in dem belegt wird, daß der Verkaufspreis vom Einnahmer des Registrierungsamtes festgelegt und gemäß Artikel 14 des vorliegenden Erlasses genehmigt worden ist.

Die Prämie kann nicht gewährt werden, wenn der Abschluß des Vertrags vor der in Absatz 1 erwähnten Notifizierung erfolgt.

**Art. 18.** Der Prämienantrag sowie die Zusage der Prämienbewilligung werden hinfällig, wenn der Kaufvertrag nicht innerhalb der drei Jahre, die dem Tag der Einreichung des Antrags folgen, abgeschlossen wird.

**Art. 19.** Die Prämie wird dem Antragsteller in Form einer Beteiligung am Verkaufspreis gewährt. Sie wird der verkaufenden Einrichtung von der Wallonischen Region ausbezahlt.

**Art. 20.** Der gemäß den Bestimmungen von Artikel 6 festgelegte Betrag der Prämie darf auf keinen Fall 12 % des Verkaufspreises der Wohnung überschreiten.

**Art. 21.** Die artikel 14, 15, 17, 18 und 19 kommen nicht zur Anwendung, wenn die Wohnung, für die die Prämie beantragt wird, bei einer öffentlichen Versteigerung erworben wird.

Der Prämienantrag muß in diesem Fall binnen sechs Monaten nach dem Protokoll über den endgültigen Zuschlag gemäß dem Verfahren zur Einreichung eines Bauprämienantrags eingereicht werden.

#### KAPITEL IV. — *Schlußbestimmungen*

**Art. 22. § 1.** Bis zur vollständigen Durchführung der Bestimmungen des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Abschaffung oder Umstrukturierung gewisser gemeinnütziger Einrichtungen findet vorliegender Erlaß, insbesondere Kapitel III, Anwendung auf die Prämien für den Erwerb von Wohnungen, die der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft, der Nationale Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung und deren anerkannten Gesellschaften gehören.

§ 2. Für die Anwendung von Artikel 16 erhält die Verwaltung den Prämienantrag direkt von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und von der Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung, wenn diese als Verkäufer handeln. Die Verwaltung erhält den Prämienantrag über die Nationale Wohnungsbaugesellschaft und die Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung, wenn der Verkäufer eine ihrer anerkannten Gesellschaften ist.



Art. 23. § 1. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Dezember 1988 zur Einführung einer Prämie für den Bau von Wohnungen als Ersatz von Wohnungen, die als gesundheitsschädlich und nicht sanierbar anerkannt sind, und für den Erwerb von personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen wird aufgehoben.

§ 2. Vorübergehend finden die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 27. April 1977 über die Gewährung von Wohnungsbauprämien in der Wallonischen Region, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 12. April 1978 und durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Dezember 1988 zur Einführung einer Prämie für den Bau von Wohnungen als Ersatz von Wohnungen, die als gesundheitsschädlich und nicht sanierbar anerkannt sind, und für den Erwerb von Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen weiterhin Anwendung auf die Prämienanträge, die vor dem Tag ihrer Aufhebung eingereicht worden sind.

Art. 24. Vorliegender Erlaß tritt am 15. April 1990 in Kraft. Dies gilt nicht für Artikel 23, § 1, der am 15. Juli 1990 in Kraft tritt.

Art. 25. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Februar 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft,  
der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

#### VERTALING

N 90 — 919

#### 22 FEBRUARI 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot instelling van een bouwpremie voor het oprichten van een woning en van een premie voor het aankopen van een woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 48, 49, 50 en artikel 76, toegevoegd bij de wet van 19 juli 1976;

Gelet op het akkoord van 23 januari 1990 van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Gemeenschappelijke bepalingen. — Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort.
- 2° Bestuur : de Afdeling huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest.
- 3° Afgevaardigden van de Minister : de door de Minister te midden van het bestuur aangewezen personen die met de controle op het nakomen van de door dit besluit opgelegde verplichtingen belast zijn.
- 4° Woning : het huis of appartement hoofdzakelijk bestemd voor de huisvesting en het leven van een gezin.
- 5° Aanvrager : de natuurlijke persoon of de personen die om de door dit besluit bepaalde premie vragen ten einde een recht van eigendom, van medeëigendom of een opstalrecht op een woning te verkrijgen.
- 6° Gehandicapte :
  - a) hetzij de persoon die wordt erkend als getroffen zijnde door ten minste 66 % ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid;
  - b) hetzij, met toepassing van de wet van 27 februari 1987 betreffende de aan de gehandicapten toegekende tegemoetkomingen, de persoon waarvan het verdienvermogen tot één derde of minder heeft verminderd van wat een valide persoon op de algemene arbeidsmarkt in staat is te winnen;
  - c) hetzij, met toepassing van dezelfde wet, de persoon waarvan het tekort aan autonomie ten minste 9 punten bedraagt.
- 7° Kind ten laste : het kind waarvoor op de aanvraagdatum kinderbijslagen of wezentoelagen worden uitbetaald aan de aanvrager, zijnde inwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft.  
Wordt als twee kinderen ten laste aangerekend, het gehandicapte kind ten laste.  
Als hebbende een kind ten laste wordt eveneens beschouwd de gehandicapte aanvrager of zijn gehandicapte inwonende echtgenoot of de gehandicapte persoon met wie hij samenleeft.
- 8° Ongeboren kind : het op de aanvraagdatum sinds ten minste 90 dagen verwekte kind; de zwangerschap moet bij geneesgetuigschrift worden bewezen.
- 9° Inkomen : het aan de personenbelasting samengevoegd onderworpen inkomen van de aanvrager en van zijn inwonende echtgenoot of van de persoon met wie hij samenleeft, dit inkomen is dit van het voorlaatste jaar dat dit van de premieaanvraag voorafgaat.  
Het voormelde inkomen wordt verminderd met :
  - a) 60 000 F voor het eerste en het tweede kind ten laste of voor het ongeborn kind;
  - b) 100 000 F vanaf het derde kind ten laste of ongeborn kind;
  - c) 60 000 F wanneer op de aanvraagdatum de aanvrager en zijn inwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft allebei niet 35 jaar oud zijn.

**Art. 2. § 1.** Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten en onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden kan de Minister een premie aan particulieren toekennen die, in het Waalse Gewest :

1<sup>o</sup> voor eigen rekening een woning bouwen of laten bouwen of krachtens een met een privé-onderneming gesloten overeenkomst, ongeacht de aard of de benaming van deze overeenkomst en voor zover die woning nooit werd bewoond, of de eigendom van die woning verkrijgen;

2<sup>o</sup> voor eigen rekening een gebouwde of een te bouwen woning toebehorende aan publiekrechtelijke personen kopen.

§ 2. Met toepassing van dit besluit wordt slechts één premie per aanvrager toegekend.

Het vorige lid is niet van toepassing wanneer de gerechtigde die premie heeft terugbetaald of zich ertoe verplicht die premie terug te betalen.

§ 3. Onverminderd artikel 23, § 2, kan het bedrag van de premie voor eenzelfde woning niet worden gecumuleerd met de voordelen die werden of worden toegekend krachtens :

1<sup>o</sup> het koninklijk besluit van 27 april 1977 betreffende de toekenning van bouwpremies voor het oprichten van woningen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 april 1978 en bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983;

2<sup>o</sup> het koninklijk besluit van 27 april 1977 betreffende de toekenning van premies voor het kopen van aan de overheidssector behorende woningen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 april 1978 en bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 en bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 mei 1985;

3<sup>o</sup> het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 2 juli 1987 betreffende de toekenning van bouwpremies en de toekenning van premies voor de aankoop van woningen toebehorende aan publiekrechtelijke personen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 januari 1988;

4<sup>o</sup> het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 december 1988 tot instelling van een premie voor de bouw van woningen, voor de vervanging van woningen erkend als onverbeterbare ongezonde woningen en voor de aankoop van woningen toebehorende aan publiekrechtelijke personen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 november 1989.

§ 4. Wanneer de aanvrager premieaanvragen voor twee woningen heeft ingediend kan het bedrag van de premie met de voordelen bedoeld in § 3 niet worden gecumuleerd.

Het vorige lid is niet van toepassing wanneer de begunstigde het bedrag van de eerste premie geheel heeft terugbetaald of zich ertoe verplicht dit bedrag geheel terug te betalen.

**Art. 3.** Op de datum van de aanvraag moet de aanvrager :

1<sup>o</sup> ten minste 18 jaar oud of ontvoogde minderjarige zijn;

2<sup>o</sup> niet beschikken over een inkomen dat groter is dan 900 000 F;

3<sup>o</sup> alsmede zijn inwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft, de volgende verbintenissen onderschrijven en ze nakomen gedurende een ononderbroken periode van tien jaar die ingaat op de datum van de definitieve bekendmaking tot toekenning van de premie :

a) indien uitbreidingswerken worden uitgevoerd, de met toepassing van artikel 4 vastgestelde technische voorwaarden in acht nemen naar verhouding van de samenstelling van het gezin op het ogenblik waarop die werken worden uitgevoerd;

b) daarin geen beroepsactiviteiten uitoefenen uitgezonderd indien daartoe een lokaal of lokalen zijn bestemd;

c) er geen drankdebiet, restaurant of herberg in houden;

d) de woning voor haar totale bouwwaarde tegen brand, bliksem en ontploffingen verzekeren bij een in België gevestigde maatschappij en regelmatig de premies voor deze verzekering kwijten;

e) de woning niet vervreemden noch geheel of gedeeltelijk verhuren, deze verbintenis eindigt van rechtswege bij het overlijden van de aanvrager of van zijn inwonende echtgenoot of van de persoon met wie hij samenleeft;

f) toestaan dat de woning door de afgevaardigden van de Minister wordt bezichtigd.

**Art. 4.** De woning waarop de premieaanvraag betrekking heeft, moet voldoen aan de bij de Minister bepaalde technische voorwaarden welke betrekking hebben op de afmetingen en oppervlakten van de woningen, op het type en op het minimum aantal vertrekken en lokalen alsmede op hun aanpassing naar verhouding van de personen die de woning bewonen, en op de gezondheidnormen.

**Art. 5. § 1.** Op de datum van de premieaanvraag en tijdens de periode van 2 jaar die die premieaanvraag voorafgaat, mogen noch de aanvrager noch zijn inwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft, alleen of samen, een andere woning in eigendom of in vruchtgebruik hebben of hebben gehad.

Van die voorwaarde wordt afgeweken indien het betreft :

1<sup>o</sup> hetzij een woning die ongezond is uit hoofde van overbevolking of een onverbeterbare ongezonde woning, voor zover zij de laatste woning die de aanvrager en zijn inwonende echtgenoot, of de persoon met wie hij samenleeft, hebben bewoond;

2<sup>o</sup> hetzij één of meer onverbeterbare ongezonde woningen die gelegen zijn op het terrein dat als grondslag voor de met het genot van de premie te bouwen woning moet dienen.

Dat de woning ongezond uit hoofde van overbevolking is, wordt vastgesteld door de Minister op basis van een verslag van het bestuur.

De woning wordt als onverbeterbaar ongezond beschouwd wanneer de aanvrager en zijn inwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont, gerechtigd zijn verklaard tot het genot van de toelage ingesteld bij het koninklijk besluit van 23 februari 1977 betreffende de verlening, door het Waalse Gewest, van voordelen voor de sloping van onverbeterbare ongezonde woningen of wanneer de woning als zodanig door de Minister op basis van een verslag van het bestuur of bij besluit van de burgermeester werd bevonden.

§ 2. De in § 1, tweede lid, bedoelde afwijking wordt afhankelijk gemaakt van het nakomen van de volgende voorwaarden :

1<sup>o</sup> in geval van bezit in volle eigendom :

a) betreft het een ongezonde woning uit hoofde van overbevolking dan moeten de aanvrager en zijn inwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft zich ertoe verbinden die woning te koop te stellen zodra de met genot van de premie gebouwde of aangekochte woning wordt bewoond;

b) betreft het een woning die overbeterbaar ongezond is, dan moeten de aanvrager en zijn inwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont zich ertoe verbinden die woning te slopen of haar niet langer als woning te laten dienen zodra de met genot van de premie gebouwde of aangekochte woning wordt bewoond;

2° in geval van vruchtgebruik moeten de aanvrager en zijn inwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft zich ertoe verbinden hun vruchtgebruik af te staan zodra de met genot van de premie gebouwde of aangekochte woning wordt bewoond.

De burgemeester stelt onverwijld vast of de onder 1° en 2° voorgeschreven verbintenissen al dan niet zijn nagekomen en deelt zijn bevindingen onmiddellijk mede aan de Minister.

**Art. 6.** Het bedrag van de premie wordt vastgesteld op 180 000 F wanneer het overeenkomstig artikel 1, 9°, vastgestelde inkomen niet meer dan 700 000 F bedraagt.

Wanneer het inkomen tussen 700 000 F en 900 000 F bedraagt, wordt het met toepassing van het eerste lid vastgestelde premiebedrag verminderd met de helft van het inkomen dat boven 700 000 F is, het zo bepaalde premiebedrag wordt afgerond op het naastlagere duizendtal.

**Art. 7. § 1.** Het bedrag van de krachtens artikel 6 bepaalde premie wordt verhoogd met 20 % per kind ten laste. Tegen overlegging van een uittreksel uit de geboorteakte wordt de in het vorige lid bedoelde verhoging verleend aan de premiebegunstigde voor het kind geboren binnen driehonderd dagen na de datum van de aanvraag.

§ 2. Een verhoging van 10 % van het premiebedrag wordt verleend aan de aanvrager wanneer op de datum van de premieaanvraag hij en zijn inwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft, niet 35 jaar oud zijn.

§ 3. Het bedrag van de premie wordt verhoogd met 40 000 F wanneer de woning gelegen is :

1° hetzij binnen de in artikel 309 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw bedoelde omtrek;

2° hetzij op een gemeentelijk grondgebied of op een gedeelte van gemeentelijk grondgebied bedoeld in artikel 312/12 van hetzelfde Wetboek;

3° hetzij in een architecturaal geheel of binnen de perken van een beschermingszone zoals bepaald met toepassing van het decreet van 17 juli 1987 betreffende de bescherming van het onroerend cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

4° hetzij binnen een omtrek van stadsvernieuwing vastgesteld met toepassing van het koninklijk besluit van 19 november 1979 betreffende de toekenning van rijkssteun aan de gemeenten van het Waalse Gewest voor het uitvoeren van stadsvernieuwingsoperaties.

**Art. 8. § 1.** Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de premieaanvraag op het door het bestuur verstrekte formulier aangetekend worden ingediend; de door de post op de aangetekende brief aangebrachte datum geldt als aanvraagdatum.

De premieaanvraag moet vergezeld gaan van de volgende documenten :

a) een uittreksel uit het bevolkingsregister dat de samenstelling van het gezin van de premieaanvrager vaststelt;

b) de in artikel 3 en, volgens het geval, in de artikelen 11, § 2 of 16 bedoelde verbintenissen.

§ 2. Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet het in artikel 1, 8°, bedoelde getuigschrift bij de premieaanvraag worden gevoegd.

§ 3. Een ontvangstbewijs wordt afgegeven aan de aanvrager die een premieaanvraag heeft ingediend.

Wanneer het dossier niet alle de vereiste documenten omvat, wordt de premieaanvrager binnen de maand van de datum van de in paragraaf 1 van dit artikel bedoelde aangetekende zending daarvan op de hoogte gebracht.

**Art. 9.** De begunstigde van een premie is ertoe verplicht de premie terug te storten :

1° wanneer hij een onjuiste of een onvolledige aangifte doet om de bij dit besluit toegekende premie of elke premieverhoging te kunnen verkrijgen;

2° wanneer hij zich niet houdt aan de verbintenissen onderschreven overeenkomstig dit besluit.

De invordering wordt opgedragen aan de Afdeling Thesaurie, Begroting en Financiën van het Ministerie van het Waalse Gewest die op het initiatief van de Minister handelt.

## HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen voor de toekenning van bouwpremies*

**Art. 10. § 1.** De overeenkomstig artikel 8 opgemaakte premieaanvraag dient te worden overgezonden aan het bestuur :

1° binnen twaalf maanden na ondertekening van het verkoopcompromis bij het aankopen van een woning die nooit werd bewoond;

2° binnen twaalf maanden na toekenning van de bouwvergunning betreffende de woning waarvoor de premie wordt gevraagd, die termijn wordt verlengd wanneer op het vervallen ervan de werken niet worden aangevat en wanneer, overeenkomstig artikel 49 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, de bouwvergunning voor een tweede termijn van één jaar wordt verlengd.

§ 2. Op de datum van de aanvraag moet de aanvrager de volgende verbintenissen onderschrijven :

1° de woning laten bouwen volgens de plannen en bestekken opgemaakt overeenkomstig de moet toepassing van artikel 4 bepaalde voorschriften en goedgekeurd door de bevoegde provinciale directie voor Ruimtelijke Ordening;

2° de woning zelf bewonen uiterlijk vanaf de 19e maand te rekenen van de bekendmaking van de definitieve beslissing tot toekenning van de premie tot het vervallen van een ononderbroken termijn van tien jaar die ingaat op de datum van de voormelde bekendmaking;

3° in afwijking van het punt 2° :

a) wanneer, na echtscheiding of scheiding van tafel en bed, de aanvrager of zijn inwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft, na indiening van de premieaanvraag, de woning alleen bewoont, wordt er aan de in het tweede lid bedoelde bewoningsvoorwaarde voldaan;

b) de verplichting de woning te bewonen ophoudt van rechtswege bij het overlijden van de aanvrager of van zijn inwonende echtgenoot of van de persoon met wie hij samenwoont.

**Art. 11.** Een premietoezegging wordt aan de aanvrager overgezonden zodra het bestuur zijn premieaanvraag heeft goedgekeurd.

De bekendmaking van de definitieve beslissing tot toekenning gevolgd door de vereffening van de premie gebeuren nadat de aanvrager een door de burgemeester ondertekend attest heeft overgelegd waarbij de burgemeester van de betrokken gemeente verklaart dat de funderingen en de ruwbouw, tot en met de bodemplaten van de benedenverdieping voltooid zijn.

**Art. 12.** De premieaanvraag en ook de toezegging van de premie vervallen zo het in artikel 11 bedoelde attest niet binnen vierentwintig maanden te rekenen van de datum van de aanvraag niet werd overgelegd.

De Minister kan echter de geldigheidsduur evenwel met twaalf maanden verlengen wanneer hij oordeelt dat de indiening van het attest van de burgemeester door onvoorziene omstandigheden of overmacht werd vertraagd en voor zover de aanvrager een met redenen omklede verlengingsaanvraag voor het vervallen van de termijn van vierentwintig maanden bij ter post aangetekende brief bij het bestuur heeft ingediend.

**Art. 13.** Het krachtens artikel 6 vastgestelde premiebedrag wordt verhoogd met 70 000 F in geval van voorafgaande en volledige sloping van één of verschillende door de burgemeester of de afgevaardigden van de Minister erkende onverbeterbare ongezonde woningen en van wederopbouw op het zo vrijgestelde perceel van de woning die het voorwerp is van de premieaanvraag.

Opdat de in het vorige lid bedoelde verhoging wordt verschuldigd dient of dienen de als onverbeterbaar ongezond erkende woning(en) bewoond te worden gedurende ten minste zes maanden tijdens de periode van vijf jaar die de premieaanvraag voorafgaat.

Geen slopingswerken mogen worden uitgevoerd in de voormelde woning(en) voor de toezegging van de premie noch voor het verkrijgen van de in artikel 41, §§ 1 en 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw vereiste bouwvergunning.

Dit verbod wordt echter opgeheven wanneer een besluit van de burgemeester verklaart dat het algemeen nut de sloping ervan vordert, voor zover dit besluit niet één jaar voor de premieaanvraag werd genomen.

Die verhoging van 70 000 F kan niet worden gecumuleerd met het genot van een slopingstoelage toegekend krachtens het koninklijk besluit van 23 februari 1977 betreffende de toekenning door het Waalse Gewest van voordelen voor de sloping van onverbeterbare ongezonde woningen.

#### HOOFDSTUK II. — *Bepalingen eigen aan de toekenning van premies voor het aankopen van woningen toebehorende aan publiekrechtelijke personen*

**Art. 14.** De verkoopprijs van de woning waarvoor de premieaanvraag werd ingediend, moet door expertise van de bevoegde ontvanger der registratie vastgesteld worden en moet, zo nodig, worden goedgekeurd door de overheid die het toezicht op de verkoopinstelling houdt.

Die expertise is echter niet vereist wanneer de aankoop een woning betreft die tijdens de twee jaar die de datum waarop de verkoopinstelling overeekomstig artikel 15 de premieaanvraag aan het bestuur heeft toegezonden, voorafgaat.

**Art. 15.** De premieaanvraag wordt overgezonden aan de verkoopinstelling die ze aan het bestuur voor het verkrijgen van de aankoopakte mededeelt :

1° via de Waalse regionale Maatschappij voor de Huisvesting indien de verkoper een door haar erkende maatschappij is;

2° rechtstreeks indien de verkoper een andere publiekrechtelijke persoon is.

**Art. 16.** Op de datum van de aanvraag moet de aanvrager zich ertoe verbinden de woning ononderbroken te betrekken uiterlijk vanaf de zevende maand die op de maand van het verkrijgen van de aankoopakte volgt tot het vervallen van een termijn van tien jaar die ingaat op de datum van de bekendmaking van de definitieve beslissing tot toekenning van de premie.

De bepalingen van artikel 10, § 2, 2°, leden 2 en 3 zijn ook van toepassing op het in het eerste lid bedoelde verbintenis.

**Art. 17.** De toezegging van de premie wordt aan de aanvrager bekendgemaakt na ontvangst door het bestuur van het document waarbij wordt bewezen dat de verkoopprijs door de ontvanger der registratie werd vastgesteld en overeenkomstig artikel 14 werd goedgekeurd.

De premie mag niet worden toegekend worden wanneer de akte voor de in het eerste lid bedoelde bekendmaking wordt aangegaan.

**Art. 18.** De premieaanvraag alsmede de toezegging van de premie vervallen wanneer de aankoopakte niet binnen drie jaar na de datum waarop de premieaanvraag wordt ingediend, niet aangegaan is.

**Art. 19.** De premie wordt aan de aanvrager toegekend in de vorm van een tegemoetkoming in de verkoopprijs. Zij is door het Waalse Gewest aan de verkoopinstelling gestort.

**Art. 20.** Het bedrag van de premie vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 mag nooit 12 % van de verkoopprijs van de huisvesting overschrijden.

**Art. 21.** De artikelen 14, 15, 17, 18 en 19 zijn niet van toepassing wanneer de woning waarop de premieaanvraag betrekking heeft, in een openbare verkoop wordt aangekocht.

In dit geval moet de premieaanvraag binnen tien maanden na de datum van het proces-verbaal van definitieve toewijzing worden ingediend met inachtneming van de procedure inzake indiening van een aanvraag om bouwpremie.

#### HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 22. § 1.** Tot de totale uitvoering van de bepalingen van de wet van 28 december 1984 houdende afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut is dit besluit, met name hoofdstuk III, van toepassing op de premies voor het aankopen van woningen toebehorende aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, aan de Nationale Landmaatschappij en aan haar erkende maatschappijen.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 16 is de premieaanvraag rechtstreeks toegezonden aan het bestuur door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij wanneer zij als koper handelen. De premieaanvraag is aan het bestuur toegezonden via de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij wanneer de koper één van haar erkende maatschappijen is.

**Art. 23. § 1.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 december 1988 tot instelling van een premie voor de bouw van woningen, voor de vervanging van als ongezend en niet verbeterbaar erkende woningen en de aankoop van woningen die toebehoren aan publiekrechtelijke personen wordt opgeheven.

§ 2. Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de bepalingen van het koninklijk besluit van 27 april 1977 betreffende de toekenning van bouwpremies voor het oprichten van woningen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 april 1978 en bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 december 1988 tot instelling van een premie voor de bouw van woningen, voor de vervanging van als ongezonder en niet verbeterbaar erkende woningen en de aankoop van woningen die toebehoren aan publiekrechtelijke personen, van toepassing op de premieaanvragen die voor de opheffingsdatum van die bepalingen werden ingediend.

**Art. 24.** Dit besluit treedt in werking op 15 april 1990 met uitzondering van artikel 23, § 1, dat uitwerking zal hebben op 15 juli 1990.

**Art. 25.** De Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 februari 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve  
belast met de Economie, de KMO's en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 31 oktober 1989, dat in werking treedt op 14 april 1990, is de heer Schetter, J.-M., eerste substituut-krijgs-auditeur, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 29 maart 1990, dat in werking treedt op 15 april 1990, is aan de heer Grandmoulin, R., ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het tweede kanton Namen.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijk besluiten van 29 maart 1990 :

— is de heer Senaeve, P., advocaat te Oud-Heverlee, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het eerste kanton Leuven;

— is de heer Francis, Fr., voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Dinant, op zijn verzoek, ontlast uit zijn ambt van jeugd-rechter in deze rechtbank, op datum van 15 april 1990.

Bij ministerieel besluit van 1 maart 1990 is de aanwijzing van de heer Lipszyc, S., als stagiair in het arbeidsauditoraat te Luik, hernieuwd voor een termijn van één jaar met ingang van 16 april 1990.

Bij koninklijk besluit van 26 juni 1989, dat in werking treedt op 24 april 1990, is de heer Carton, J., griffier-hoofd van dienst bij het arbeidshof te Bergen, in ruste gesteld.

Belanghebbende mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 24 oktober 1989 is de heer Deglain, G., adjunct-secretaris-hoofd van dienst bij het auditoraat-generaal bij het Militair Gerechtshof, in ruste gesteld op datum van 19 april 1990.

Belanghebbende mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 29 maart 1990 is aangewezen tot griffier-hoofd van dienst bij het arbeidshof te Bergen, voor een termijn van drie jaar met ingang van 24 april 1990, Mevr. Assez, M.-R., griffier bij dit hof.

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 31 octobre 1989, entrant en vigueur le 14 avril 1990, M. Schetter, J.-M., premier substitut de l'auditeur militaire, est admis à la retraite.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 29 mars 1990, entrant en vigueur le 15 avril 1990, est acceptée la démission de M. Grandmoulin, R., de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du second canton de Namur.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 29 mars 1990 :

— M. Senaeve, P., avocat à Oud-Heverlee, est nommé juge suppléant à la justice de paix du premier canton de Louvain;

— M. Francis, Fr., président du tribunal de première instance de Dinant, est déchargé, à sa demande, de ses fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, à la date du 15 avril 1990.

Par arrêté ministériel du 1er mars 1990 la désignation de M. Lipszyc, S., aux fonctions de stagiaire à l'auditorat du travail de Liège, est renouvelée pour un terme d'un an prenant cours le 16 avril 1990.

Par arrêté royal du 26 juin 1989, entrant en vigueur le 24 avril 1990, M. Carton, J., greffier-chef de service à la cour du travail de Mons, est admis à la retraite.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 24 octobre 1989 M. Deglain, G., secrétaire adjoint-chef de service à l'auditorat général près la Cour militaire, est admis à la retraite à la date du 19 avril 1990.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 29 mars 1990 est désignée en qualité de greffier-chef de service à la cour du travail de Mons, pour un terme de trois ans prenant cours le 24 avril 1990, Mme Assez, M.-R., greffier à cette cour.